

# Discours

## Conseil national de l'UMP dimanche 9 mai à Aubervilliers

### Conseil National de l'UMP Aubervilliers - 9 mai 2004

Mes chers amis,

Je le disais au Président de l'UMP, le sujet qui nous occupe aujourd'hui, l'Europe, demande que nous en parlions franchement, librement. Que nous en parlions comme peut-être depuis des années, nous avons oublié d'en parler.

L'Europe, il faut le reconnaître, inquiète nos compatriotes, et c'est un paradoxe, alors qu'elle a été imaginée pour rassurer.

L'Europe désoriente une partie de nos compatriotes, alors qu'elle a été imaginée pour fixer un cap.

L'Europe, c'est un comble, semble lointaine, comme peut-être jamais aussi lointaine, alors, et c'est un autre paradoxe, qu'elle n'a jamais été aussi présente dans notre quotidien.

L'Europe, pire encore, pour certains de nos compatriotes apparaît comme une menace, alors que tout le projet Européen, des visionnaires, des bâtisseurs, était organisé autour de l'idée juste que l'union fait la force.

Mes chers amis, comment en est-on arrivé là ?

C'est une question que nous devons nous poser pour une raison simple, cette question, dans chacune de vos circonscriptions, dans chacune de vos communes, les Français vous la posent.

Comme beaucoup ici, je suis Européen. Je crois profondément dans la modernité de l'idée Européenne. Je crois surtout qu'il n'y a pour notre pays aucune autre stratégie alternative. La France est puissante parce qu'elle joue un rôle de premier plan à la tête de la Communauté Européenne. La France, isolée de son environnement géographique, coupée de son histoire et de ses références culturelles, ne pourrait prétendre ni au même rayonnement ni au même leadership.

L'Europe est notre avenir. Ne pas le comprendre ce serait commettre une erreur historique !

Ceci dit et posé, les Français nous demandent d'être lucides.

L'Europe que nous avons construite est une incontestable réussite, mais cette Europe, la même qui réussit dans tant de domaines, présente des failles qui à force de n'être ni évoquées, ni résolues sont devenues un sujet grave de préoccupation, à juste titre, pour nos compatriotes.

Dire cela, le dire comme cela, n'est en aucun cas être réservé sur l'Europe, c'est au contraire la volonté de faire progresser l'idée européenne. La lucidité ne remet pas en cause notre idéal européen.

Parce que nous sommes fermement européens, nous avons le droit, je dirais même le devoir, d'analyser le bilan avec ses zones de lumière et ses zones d'ombre. Telle doit être notre première conviction.

La naïveté, l'absence de volonté, le déficit de lucidité, le poids des habitudes, et alors par dessus tout, l'expression d'une pensée unique, qui voit dans chaque critique une remise en cause du projet Européen, ont achevé d'éloigner un nombre croissant de nos concitoyens d'un débat où, il faut bien le reconnaître, il est de plus en plus difficile d'y voir clair, et pour dire les choses franchement, d'y comprendre quelque chose.

Et innombrable sont les Français qui nous disent : mais donnez davantage de sens à ce que vous êtes en train de construire ! Nous voulons comprendre l'Europe que vous souhaitez, pourquoi et comment !  
Voilà la demande de cette campagne des élections européennes.

Il faut que nous engagions cette campagne Européenne, et je le crois profondément, en bannissant cet espèce " préchi-précha " alambiqué habituel, dès que l'on parle des questions passionnantes sur l'Europe, en allant jusqu'au bout de notre logique et en affichant des choix novateurs et courageux. Les bâtisseurs de l'Europe ont fait des choix forts, qui allaient au bout d'une certaine logique. L'Europe ne peut pas être le ni-ni en permanence.

Si l'Europe reste la seule affaire des responsables politiques et économiques, sans devenir la grande affaire des peuples, reconnaissons que l'Europe sera, à plus ou moins brève échéance, vouée à l'échec.

Bien sûr, l'Europe doit être au service des peuples, chacun peut le comprendre. Mais l'Europe ne peut se construire sans les peuples, parce que l'Europe, c'est le partage consenti d'une souveraineté et la souveraineté, c'est le peuple. A chaque grande étape de l'intégration Européenne il faut donc solliciter l'avis du peuple. Sinon, nous nous couperons du peuple.

Si nous croyons au projet Européen comme j'y crois, alors nous ne devons pas craindre la confrontation populaire.

Si nous n'expliquons pas, si nous ne convainquons pas, alors comment s'étonner du fossé qui risque de s'amplifier chaque jour davantage entre la communauté Européenne et la communauté Nationale ?

Je le dis comme je le pense, simplement. Je ne vois pas comment il serait possible de dire aux Français que la Constitution Européenne est un acte majeur et d'en tirer la conséquence qu'elle doit être adoptée entre parlementaires, sans que l'on prenne la peine de solliciter directement l'avis des Français.

J'appartiens à la famille Gaulliste qui, à tort ou à raison, a toujours considéré le référendum populaire comme l'une des expressions les plus abouties, pas la seule mais l'une des plus abouties, de la Démocratie.

Je souhaite que nous en tirions toutes les conséquences, même si je n'en ignore aucun des risques. D'ailleurs, comment imaginer que les Anglais le fassent et que nous, nous nous en abstenions ? Je crains dans ce cas une réaction d'incompréhension sévère de nos compatriotes.

Je n'ignore nullement que cette décision est celle du Président de la République. Et je serai solidaire de sa décision quelle qu'elle soit. Mais il n'est pas interdit, il est même à mes yeux recommandé à la formation politique qui le soutient, d'avoir des idées et parfois même des convictions.

Dans le même temps je souhaite que nous mettions de côté des frilosités qui ont beaucoup fait pour rendre illisible l'idée européenne. Qu'il me soit permis d'en prendre un ou deux exemples.

J'ai soutenu et cela n'a pas été une bataille facile, y compris dans la formation gaulliste de l'époque, la mise en place du marché unique. J'ai applaudi à la création d'une monnaie unique. J'ai même compris la nécessité d'une banque centrale Européenne indépendante.

Mais il faut aller plus loin et tirer toutes les conséquences de notre intégration économique européenne, en proposant, de toute urgence, la mise en place d'un authentique gouvernement économique européen, sans lequel, il n'y aura pas de politique économique en Europe.

Le pacte de stabilité, c'est très bien, les critères des 3% et des 60% sont utiles, mais reconnaissons que cela ne constitue en rien les fondements d'une stratégie économique. Ce sont des critères de bonne gestion, utiles mais profondément insuffisants, pour faire de l'Europe une authentique puissance économique et industrielle. C'est bien cela qui manque aujourd'hui à l'Europe.

Il faut donc que dès la présentation du prochain budget 2005, les principales économies d'Europe inscrivent dans leurs lois de finances des mesures identiques qui feront converger leurs fiscalités et qui montreront une même ambition, par exemple en matière de recherche et de développement. Annonçons, ensemble, les mêmes hypothèses de croissances, les mêmes initiatives budgétaires, les mêmes décisions industrielles et ainsi, nous afficherons enfin le visage d'une Europe qui agit par opposition à une Europe

qui ne fait que subir, et, celle-ci, nous n'en voulons plus, car elle fait trop de mal à notre économie nationale.

Voilà le deuxième message de l'UMP.

Je souhaite d'ailleurs que nous mettions de la franchise dans notre projet européen. Je me suis profondément réjoui de l'arrivée des 10 nouveaux membres dans la Famille européenne.

Voilà que l'Europe est enfin réunie. Voilà surtout que Yalta est enfin derrière nous. Voilà enfin que l'imposture communiste est définitivement dénoncée et levée. Les Européens de l'Est sont désormais non seulement libérés de la dictature mais égaux en droit avec leurs frères de l'Ouest. Ce n'est pas rien, et c'est même déjà beaucoup.

Mais il faut aujourd'hui rappeler qu'il n'y a pas d'Europe sans respect d'un minimum de règles.

Je le dis avec la force de mes convictions européennes, nous ne pourrons longtemps accepter des pratiques de dumping fiscal ou social, à l'intérieur même de l'Europe. Baisser les impôts dans les nouveaux pays européens, c'est bien. Quasiment les supprimer, c'est même possible, mais dans ce cas, il ne faudra pas venir demander aux autres, c'est-à-dire à nous, de financer des fonds structurels, que nous-mêmes nous ne pourrons plus utiliser pour nos régions qui en auraient pourtant bien besoin !

Il y a une logique européenne. Elle doit être respectée par chacun.

Dans le cas contraire, et ce n'est pas être contre l'Europe de le dire mais c'est être lucide, si nous ne faisons pas respecter la logique européenne, nous perdrons des emplois, nous verrons des financements disparaître, et nos contributions nettes à l'Europe augmenteront. L'Europe doit fixer des règles loyales pour tous.

Je proposerai, par exemple, que lorsqu'un pays a une fiscalité très en deçà de la moyenne de la fiscalité européenne, il ne puisse pas être éligible à des fonds structurels que nous-mêmes nous ne pouvons pas utiliser.

De la même manière, chacun sait que j'approuve la libéralisation des marchés. La concurrence est un facteur de progrès économique et social. Mais, là aussi, il convient d'en finir avec l'angélisme. La libéralisation n'a jamais été une fin en soi pour aucun d'entre nous. Elle est un moyen pour bâtir des champions industriels nationaux et européens.

Mais je souhaiterais poser une question respectueusement et amicalement à la Commission : une fois que nous aurons vu disparaître toute notre industrie, est-ce que l'on aura amélioré les conditions de la concurrence pour autant ? Ma réponse est non.

J'affirme donc, après le Premier ministre, que ce n'est pas un droit pour un gouvernement d'agir en matière industrielle, c'est un devoir !

Il n'y a pas de fatalité à la désindustrialisation.

Il n'y a pas de fatalité aux délocalisations.

Pas un centime de subvention, nationale ou européenne, ne doit aller à une entreprise sans engagement par elle de ne pas délocaliser pour des raisons de dumping fiscal ou social. C'est le moins que l'on puisse exiger !

J'ajoute, et c'est parfaitement compatible avec notre idéal européen, que les responsables d'administrations ou de collectivités territoriales doivent avoir le droit de demander à leurs fournisseurs où sont fabriqués leurs produits et doivent donner priorité à ceux qui ont le courage de continuer à fabriquer en Europe.

Les Etats-Unis se disent libéraux et, dans le même temps, ils multiplient les mesures protectionnistes. Nous, nous nous refusons de nous dire libéraux et dans le même temps, nous craignons de prendre des mesures en faveur de nos industries. C'est justement tout le contraire qu'il convient de mettre en œuvre.

La liberté nécessaire dans notre économie ne doit pas faire obstacle, elle est même complémentaire, à des mesures volontaristes pour conforter nos grands groupes industriels, comme nous l'avons fait pour Sanofi et Aventis, comme

nous sommes en train de le faire pour Alstom, et comme nous le ferons, avant le 14 juillet pour EDF et GDF.

Si nous ne prenons pas de mesures fiscales audacieuses, il n'y aura, par exemple, plus de centre de recherche en Europe. Et sans recherche, il n'y aura plus d'avenir économique.

Il faut multiplier les pôles de compétitivité où des PME, dans vos régions, puissent se rassembler et se développer pour créer de l'emploi. Oui de l'emploi. Car l'Europe de l'emploi doit être notre ambition première, l'Europe de l'emploi est notre credo, notre objectif ultime. Tout doit être mis au service de cette cause sacrée.

Sans emploi on perd sa dignité.  
Sans emploi on ne se voit pas reconnaître le droit de vivre debout.

La cohésion sociale, c'est le droit à un emploi pour chacun. Pour que justement chacun puisse faire vivre sa famille du fruit de son travail.

La cohésion sociale ce n'est pas plus d'allocation, plus d'assistance, plus d'égalitarisme, plus de nivellement.  
La cohésion sociale, de notre point de vue, c'est plus d'emplois, plus de travail, plus de revenus et plus de pouvoir d'achat.  
Voilà la différence entre la gauche et la droite.

Davantage de richesses, davantage d'entreprises, davantage d'emplois, davantage de promotion sociale. C'est bien en cela que la question des 35 heures mérite d'être posée. Ce n'est pas un sujet tabou.

La question des 35 heures, je souhaite qu'on la pose, pas par idéologie, cela n'aurait aucun sens. On ne répond pas à une décision idéologique par une attitude elle-même marquée par l'esprit partisan.

Je ne souhaite pas qu'on la pose par esprit de système, mais pour une raison, et ce Conseil national m'en donne l'occasion, c'est que l'on voit ici la contradiction entre notre engagement total dans l'économie Européenne et le fait que les socialistes aient imposé aux Français seuls, des règles qui les empêchent de travailler davantage.

Aucun autre pays en Europe ne connaît cette situation. C'est pour cela, parce que l'on nous a imposé cette règle, sans même en parler aux autres, que nous avons moins d'emplois que les autres.

Il faut donc laisser aux 35 heures ceux qui veulent y demeurer et qui les considèrent, et c'est leur droit, comme un acquis social et donner aux autres, la liberté de gagner davantage si tel est leur besoin ou leur envie. Nous sommes un pays de liberté.

Qu'il me soit permis à ce point de mon propos d'évoquer un sujet que l'on évoque rarement dans les formations politiques, dites de la droite républicaine et du centre, la question du pouvoir d'achat.

La question du pouvoir d'achat des salariés est centrale. Notre projet économique européen doit mettre au cœur cette préoccupation, nous voulons que les Français puissent gagner davantage parce que cela soutiendra la demande, permettra de développer la croissance et créera des emplois.

Nos salaires sont trop bas et notre chômage est trop haut. Voilà le paradoxe français. Et dans les Administrations, où l'on réduira les effectifs, il faut prendre l'engagement de faire profiter les employés des gains de productivité ainsi obtenus.

Il n'est pas normal et il n'est pas juste, et les Français ont raison de ne pas l'accepter, que lorsqu'il y a des efforts à demander, tout le monde soit concerné, alors que lorsqu'il y a des profits à partager, seuls quelques uns se trouvent alors concernés. Ce n'est pas une règle juste, donc ce n'est pas la nôtre.

La justice, c'est que lorsque l'on réduit les effectifs, on engage des discussions, sur des plans catégoriels ou des plans de qualifications, parce que des gens qui

feront le même travail ou plus de travail avec moins d'effectif, il est normal qu'ils soient mieux récompensés.

Enfin, s'agissant de la question des élargissements à venir pour l'Europe, une fois que la Roumanie et la Bulgarie nous auront rejoint, je crois que l'Europe aurait alors un grand intérêt à penser davantage à son organisation et à son mode de fonctionnement qu'à toute nouvelle adhésion.

Qui trop embrasse mal étreint, dit le dicton populaire. C'est exactement ce qui va finir par se passer si l'on continue à agir ainsi en Europe.

Quant à la Turquie, grande nation s'il en est, qui chemine courageusement sur le chemin de la Démocratie, elle doit être confortée, soutenue, aidée, au besoin par des accords privilégiés avec l'Europe. Il ne s'agit, dans l'esprit d'aucun d'entre nous, de la rejeter. Mais dans le même temps, il faut savoir ce que nous voulons.

Notre projet, c'est de rassembler l'Europe pour construire un projet européen. Or, la Turquie n'est européenne ni par sa géographie, ni par sa culture, ni par son histoire. Elle n'a donc pas sa place en Europe.

Je voudrais d'ailleurs dire à Alain Juppé, combien, nous qui en avons souvent parlé, j'ai apprécié, comme beaucoup de nos militants, la prise de position utile qui a été la tienne et qui a montré le chemin.

D'ailleurs, si nous intégrions la Turquie en Europe, quels arguments aurions-nous pour refuser l'Algérie, qui fut département Français il y a 50 ans ? Sans parler de la Tunisie et du Maroc.

Vouloir intégrer la Turquie peut avoir du sens mais dans le cadre d'un projet qui ne serait plus européen. Dans ce cas, il faudrait en informer les Français et leur demander leur accord sur cette nouvelle orientation.

J'aimerais pour terminer, que nous autres, Français n'oublions pas dans cette campagne, que nous sommes une puissance méditerranéenne. L'amitié avec l'Allemagne est fondatrice, et cette relation doit être préservée et confortée. Mais elle ne doit pas nous amener à oublier des liens historiques, culturels, économiques, profonds avec d'autres démocraties européennes. Nous devons redécouvrir l'Espagne, qui est la grande réussite économique de l'Europe de ces 20 dernières années, nous avons beaucoup à faire ensemble. Nous devons également redécouvrir le Royaume Uni, dont le dynamisme est un moteur pour nos vieux pays, eux qui connaissent une croissance qui est tout simplement le double de celle que nous connaissons nous.

L'Europe à 25 nous obligera à repenser ce que doit être le noyau central et fédérateur de la construction européenne.

Je ne peux m'empêcher d'imaginer que les 5 plus grands pays d'Europe devront apprendre à travailler ensemble davantage pour entraîner, montrer le chemin et imaginer l'avenir.

Ces cinq grands pays ont les mêmes potentialités et les mêmes difficultés et préoccupations. S'ils ne s'entendent pas de façon privilégiée, l'Europe n'arrivera pas à donner du sens à sa démarche. C'est une réalité incontournable pour les vingt années qui viennent.

Mes chers amis,

En ce domaine comme en tant d'autres, les Français nous demandent de parler vrai, de parler fort, et si possible, de parler juste. C'est ce qu'a su faire le président de la République, s'agissant de la question Irakienne.

C'est avec la même audace qu'il nous faut définir notre politique européenne pour les 20 années qui viennent.

La France est grande lorsqu'elle montre le chemin. Si elle ne le fait pas, nous aurons en Europe au mieux un grand marché économique, au pire une grande confusion.

Bâtir l'Europe de l'emploi, c'est donc accepter de prendre des risques, de modifier nos habitudes, d'ébranler certaines de nos certitudes. C'est surtout comprendre que l'avenir appartient toujours à celui qui l'imagine et jamais à celui qui le redoute.

C'est cet avenir qu'il nous revient d'imaginer ensemble.

Je vous remercie de votre soutien et de votre attention.